

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES

CONSULTATION :	25 GH93 21 TVX
OBJET :	Prestations Intellectuelles en Assistance à Maîtrise d'Ouvrage pour les opérations de travaux Lot C - Missions de Coordination Sécurité et Protection de la Santé (C.S.P.S.)
PROCEDURE :	Accord-cadre sur appel d'offres ouvert soumis aux dispositions de l'article R 2124-1 du Code de la Commande Publique Il suit les dispositions des articles R2162-1 à R2162-6 et R2162-13 à R2162-14 du code de la commande publique relatives aux accords-cadres à bons de commande
ANNEXE	Annexe 1 - Acceptation du CCP

AVICENNE



125, route de Stalingrad
93009 Bobigny

JEAN VERDIER



Avenue du 14 juillet,
93140 BONDY

RENE MURET



Avenue du Dr Schaeffner
93 270 SEVRAN

Ce document comprend 26 pages



AP-HP.
Hôpitaux universitaires
Paris Seine-Saint-Denis

SOMMAIRE

ARTICLE I.	OBJET DE LA CONSULTATION - DISPOSITIONS GENERALES	4
SECTION 1.01	OBJET DE L'ACCORD CADRE	4
SECTION 1.02	DECOMPOSITION EN TRANCHES ET LOTS	5
SECTION 1.03	DATE D'EFFET ET DUREE DE L'ACCORD CADRE	5
SECTION 1.04	ACCORD-CADRE A BONS DE COMMANDE	5
SECTION 1.05	PIECES CONTRACTUELLES DE L'ACCORD-CADRE	5
ARTICLE II.	CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS	6
SECTION 2.01	COMMANDES	6
SECTION 2.02	SUIVI DE L'EMISSION DU BON DE COMMANDE	7
SECTION 2.03	DUREE D'EXECUTION	7
(A)	PHASE CONCEPTION	7
(B)	PHASE REALISATION	7
SECTION 2.04	ARRET ET SUSPENSION D'EXECUTION	7
(A)	ARRET D'EXECUTION	7
(B)	SUSPENSION D'EXECUTION	8
ARTICLE III.	LES INTERVENANTS DANS L'OPERATION	8
ARTICLE IV.	LA MISSION CONFIEE AU TITULAIRE	8
ARTICLE V.	CONTENU DE LA PRESTATION ET DESCRIPTION DES MISSIONS	9
ARTICLE VI.	PRESENCE DU COORDONNATEUR	9
ARTICLE VII.	CONTENU DE LA MISSION DU COORDONNATEUR	10
SECTION 7.01	DISPOSITIONS GENERALES	10
SECTION 7.02	OBLIGATIONS GENERALES	10
SECTION 7.03	OBJECTIFS GENERAUX	10
ARTICLE VIII.	LA MISSION EN PHASE CONCEPTION	11
SECTION 8.01	OBJECTIFS	11
SECTION 8.02	TACHES A EXECUTER	11
ARTICLE IX.	MISSION AVANT DEMARRAGE DU CHANTIER	11
SECTION 9.01	OBJECTIFS	11
SECTION 9.02	TACHES A EXECUTER	11
ARTICLE X.	LA MISSION EN PHASE - REALISATION	12
SECTION 10.01	OBJECTIFS	12
SECTION 10.02	TACHES A EXECUTER	12
ARTICLE XI.	LES MOYENS ALLOUES	14

ARTICLE XII.	AVANCE	14
ARTICLE XIII.	PRIX DE L'ACCORD CADRE	15
SECTION 13.01	CARACTERISTIQUES DES PRIX PRATIQUES	15
SECTION 13.02	CONTENU DU PRIX	15
SECTION 13.03	MODALITES DE VARIATIONS DES PRIX	15
ARTICLE XIV.	MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES	16
SECTION 14.01	REGLEMENT DES COMPTES	16
(A)	PHASE CONCEPTION :	17
(B)	PHASE REALISATION :	17
SECTION 14.02	PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENTS	18
SECTION 14.03	DELAI GLOBAL DE PAIEMENT	19
ARTICLE XV.	PENALITES	19
SECTION 15.01	PENALITE POUR TRAVAIL DISSIMULE	21
ARTICLE XVI.	RESILIATION DE L'ACCORD-CADRE	21
SECTION 16.01	MOTIFS DE RESILIATION	21
SECTION 16.02	CONSEQUENCE DE LA RESILIATION	22
SECTION 16.03	RESILIATION POUR MOTIF D'INTERET GENERAL	22
SECTION 16.04	RESILIATION EN CAS D'INEXACTITUDE DES DOCUMENTS ET RENSEIGNEMENTS DEMANDES	23
ARTICLE XVII.	EXECUTION DE LA PRESTATION AUX FRAIS ET RISQUE DU TITULAIRE	23
SECTION 17.01	EN CAS DE D'INEXECUTION D'UNE PRESTATION OU DE CARENCE DANS L'APPROVISIONNEMENT EN COURS D'EXECUTION DE L'ACCORD CADRE	23
SECTION 17.02	APRES RESILIATION PRONONCEE AUX TORTS DU TITULAIRE	23
ARTICLE XVIII.	PRESTATIONS NON COMPRISES DANS L'ACCORD CADRE	23
ARTICLE XIX.	NANTISSEMENT	23
ARTICLE XX.	ASSURANCES	24
ARTICLE XXI.	CERTIFICATS	24
ARTICLE XXII.	DROIT	24
ARTICLE XXIII.	DEROGATIONS AU C.C.A.G.	24

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES

Article I. OBJET DE LA CONSULTATION - DISPOSITIONS GENERALES

Section 1.01 Objet de l'accord cadre

Les stipulations du présent cahier des clauses particulières (C.C.P.) ont pour objet de rappeler les principes et modalités de réalisation des missions de contrôle technique dans le cadre des opérations de travaux ou projets d'opérations de travaux réalisés sur le site immobilier des Hôpitaux Universitaires Paris Seine-Saint-Denis.

Lieux d'exécution :

- Hôpital Avicenne : 125, rue de Stalingrad 93009 BOBIGNY
- Hôpital Jean Verdier : Avenue du 14 Juillet BONDY 93143 BONDY
- Hôpital René Muret : Rue du Docteur Schaeffner 93 270 SEVRAN

Le coordonnateur sécurité et protection de la santé intervient en application des lois n° 76-1106 du 6 décembre 1976 et n° 93-1418 du 31 décembre 1993, transposant la Directive européenne 92/57 du 24 juin 1992, et aux différents textes d'application notamment :

- Le décret n° 94-1159 du 26 décembre 1994 (Coordonnateur)
- Le décret n° 95-543 du 4 mai 1995 (CISSCT)
- Le décret n° 95-607 du 6 mai 1995 (Travailleurs Indépendants)
- Les annexes de l'arrêté du 7 mars 1995 relatives à :
 - « La formation des coordonnateurs et des formateurs de coordonnateurs »
 - « La Déclaration Préalable »
- Les annexes de la Directive Européenne n° I à IV
- Le décret n° 2003-68 du 24 janvier 2003 (coordination en matière de sécurité et de protection de la santé lors des opérations de bâtiment ou de génie civil et modifiant le code du travail) et ses arrêtés.
- Le Code du Travail en vigueur à la date de passation de l'accord cadre

Accord-cadre à bons de commande

Les prestations feront l'objet d'un accord-cadre mono-attributaire passé en application des articles R2162-1 à R2162-6 et R2162-13 à R2162-14 du code de la commande publique. Cet accord-cadre fixe toutes les stipulations contractuelles. Il est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande.

Le montant des prestations à bon de commande pour toute la durée de l'accord cadre est défini(e) comme suit :

Lot	Désignation	Seuil minimum HT	Seuil maximum HT
A	Missions de Contrôle Technique (C.T.)	Sans objet	250.000 € HT
B	Missions de Coordination des Systèmes de Sécurité Incendie (C.S.S.I.)	Sans objet	150 000€ HT

25 GH93 21 TVX	Prestations Intellectuelles en Assistance à Maîtrise d'Ouvrage pour les opérations de travaux	4 / 26
CCP	Lot C - Missions de Coordination Sécurité et Protection de la Santé (C.S.P.S.) Mars 2025	

C	Missions de Coordination Sécurité et Protection de la Santé (C.S.P.S.)	Sans objet	225 000€ HT
D	Ordonnancement, pilotage, et coordination (O.P.C.)	Sans objet	300 000,00€HT

Le Représentant du Pouvoir Adjudicateur se réserve la possibilité de recours ultérieur à la procédure négociée pour la réalisation de prestations similaires au sens de l' article R2122-4 du code de la commande publique.

Section 1.02 Décomposition en tranches et lots

L'accord cadre est divisé en quatre (04) lots désignés ci-dessous :

Lot	Désignation
A	Missions de Contrôle Technique (C.T.)
B	Missions de Coordination des Systèmes de Sécurité Incendie (C.S.S.I.)
C	Missions de Coordination Sécurité et Protection de la Santé (C.S.P.S.)
D	Ordonnancement, pilotage, et coordination (O.P.C.)

Chacun des lots fera l'objet d'un accord cadre séparé. Les candidats pourront présenter une offre pour un ou plusieurs lots.

Section 1.03 Date d'effet et durée de l'accord cadre

L'accord cadre est conclu pour une période de quatre (4) ans à compter de sa date de notification.

Section 1.04 Accord-cadre à bons de commande

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- Le nom ou la raison sociale du titulaire ;
- La date et le numéro de l'accord cadre ;
- La date et le numéro du bon de commande ;
- La nature et la quantité des fournitures à livrer ;
- Les délais de livraison (date de début et de fin) ;
- Les lieux de livraison des prestations ;
- Le montant du bon de commande ;
- Les délais laissés le cas échéant aux titulaires pour formuler leurs observations.

Seuls les bons de commande signés par le représentant du pouvoir adjudicateur pourront être honorés par le ou les titulaires.

Section 1.05 Pièces contractuelles de l'accord-cadre

Les pièces contractuelles de l'accord-cadre sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans l'ordre de priorité ci-après :

Pièces particulières :

- L'Acte d'Engagement et son annexe financière ;
- Le présent cahier des clauses particulières (C.C.P.) ;

25 GH93 21 TVX	Prestations Intellectuelles en Assistance à Maîtrise d'Ouvrage pour les opérations de travaux	5 / 26
CCP	Lot C - Missions de Coordination Sécurité et Protection de la Santé (C.S.P.S.) Mars 2025	

- Les bons de commande et la Décomposition de Prix Global et Forfaitaire correspondant à chaque bon de commande ;
- Le programme et/ou tout document annexé au bon de commande ;
- Le mémoire technique ou la note méthodologique sur les dispositions que le candidat se propose d'adopter pour l'exécution de la prestation. Le candidat est tenu de joindre à son offre ce document qui aura une valeur contractuelle après contrôle et accord du maître d'ouvrage ;

Pièces générales :

- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (C.C.A.G. PI - option B), en vigueur à la date de publication de l'avis de mise en concurrence ;
- L'ensemble des textes administratifs (législatifs et réglementaires) auxquels la prestation est soumise par sa nature (récapitulé sans exhaustivité à l'article 1.1.1. du présent C.C.P.) ;
- Le règlement sanitaire départemental ou à défaut, le règlement sanitaire type des circulaires des 9 avril 1978 et 26 avril 1982 du Ministère de la santé complétées et/ou modifiées.

Pour exercer sa mission, le prestataire pourra, à sa demande, disposer des documents suivants au fur et à mesure de leur production :

- Le cas échéant, le permis de construire dans sa dernière version dès lors qu'il est délivré, ou l'autorisation de travaux exempts de permis de construire ;
- Le ou les marchés des entrepreneurs, à défaut des marchés conclus et dans leur attente, les documents provisoires, selon leur dernière mise à jour ;
- Les différents documents écrits et dessinés constituant les dossiers aux différents stades de la mission de maîtrise d'œuvre.
- Le marché de la maîtrise d'œuvre, le marché de l'OPC, du contrôleur technique et du coordonnateur SSL.

Il appartient néanmoins au coordonnateur SPS de formuler ses avis et de réaliser sa prestation sur la base des textes en vigueur à la date d'obtention des autorisations administratives préalables à la construction de chacun des ouvrages dont il assurera la coordination.

i *Il est précisé que l'ensemble des conditions générales de vente du titulaire ne fait pas partie des documents contractuels.*

Article II. CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS

Les prestations devront être conformes aux stipulations de l'accord cadre (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date de l'accord cadre).

Section 2.01 Commandes

Les commandes se feront au fur et à mesure des besoins des services. A chaque opération correspond un bon de commande. Le bon de commande indique au moins :

- Le projet ou l'opération concernée ;
- Le niveau de la mission et la ou les phases.
- Le coût prévisionnel des travaux
- La durée prévisionnelle des travaux pour la phase réalisation.

Elles seront adressées au titulaire par courriel ou par télécopie.

25 GH93 21 TVX	Prestations Intellectuelles en Assistance à Maîtrise d'Ouvrage pour les opérations de travaux	6 / 26
CCP	Lot C - Missions de Coordination Sécurité et Protection de la Santé (C.S.P.S.) Mars 2025	

Les émissions de bons de commande pourront intervenir dès le premier jour d'exécution de l'accord cadre afin de permettre une réalisation à la date de début de l'accord cadre.

Si le titulaire de l'accord cadre est situé dans un autre Etat membre de la communauté européenne, tout bon de commande adressé au titulaire de l'accord cadre par les établissements de l'AP-HP sera établi pour un montant hors taxe. Le bon de commande devra faire figurer le numéro individuel d'identification pour les opérations intra-communautaires de l'AP-HP : FR95267500452.

Les bons de commandes ne peuvent être passés dans le délai que pendant la période d'exécution de l'accord cadre.

La durée de validité des bons de commandes ne pourra excéder 3 mois après la fin de l'accord cadre.

Cependant, le délai d'exécution de ces bons peut aller au-delà du terme de l'accord cadre. En conséquence, les commandes passées dans le délai d'exécution de l'accord cadre pourront être exécutées postérieurement au terme de la période de validité de l'accord cadre, dans la limite maximale de trois mois.

Section 2.02 Suivi de l'émission du bon de commande

A réception, le titulaire de l'accord cadre est tenu d'adresser dans les 15 jours au responsable du département administration travaux, le bon de commande dûment visé, une proposition commerciale contenant la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (D.P.G.F.), la décomposition de la mission par phase en nombre d'heures et un échéancier du paiement par phase, établis en rapport avec le cadre de prix annexé à l'acte d'engagement ainsi que les références et niveau de compétences de la (ou les) personne(s) physique(s) chargée(s) de la mission.

Section 2.03 Durée d'exécution

(a) Phase conception

Elle débute dès l'émission du bon de commande par le maître d'ouvrage ou son représentant, et finit dès que l'ensemble des marchés de travaux est notifié aux entrepreneurs.

(b) Phase réalisation

Elle débute au plus tard avant le début de la phase préparation de chantier et finit à la délivrance du procès-verbal de fin de mission délivré par le maître d'ouvrage (au plus tard à la fin du délai de garantie de parfait achèvement).

Section 2.04 Arrêt et suspension d'exécution

(a) Arrêt d'exécution

Conformément à l'article 22 du C.C.A.G. P.I., l'arrêt d'exécution des prestations intervient dans les conditions suivantes : le maître d'ouvrage peut décider, pour quelque motif que ce soit, d'arrêter l'exécution des prestations prescrites par bons de commande à l'issue de chaque élément de mission lorsque la mission est décomposée en éléments de mission.

25 GH93 21 TVX	Prestations Intellectuelles en Assistance à Maîtrise d'Ouvrage pour les opérations de travaux	7 / 26
	Lot C - Missions de Coordination Sécurité et Protection de la Santé (C.S.P.S.)	
CCP	Mars 2025	

Dans le cadre de la mission conception, si le maître d'œuvre de l'opération, suite à modification de programme, est conduit par avenant à son accord cadre à remettre au maître d'ouvrage un nouveau document d'études relatif à un des éléments de sa mission et si le maître d'ouvrage demande au titulaire une prestation sur ce nouveau document d'études, l'exécution du bon de commande initial est maintenu et l'analyse de ce nouveau document d'études ne donne pas lieu à rémunération supplémentaire.

De même, si le maître d'ouvrage suspend l'approbation d'un document d'étude établi par le maître d'œuvre à la fourniture d'un complément d'études, ou une reprise partielle d'étude, par ce dernier, il pourra être demandé au titulaire une prestation sur ce complément sans rémunération supplémentaire.

(b) Suspension d'exécution

Le maître d'ouvrage se réserve le droit de suspendre l'opération, et dans cette hypothèse, le bon de commande serait alors réputé suspendu et non arrêté et, pour autant que le maître d'ouvrage en décide ainsi dans un délai maximal de deux ans à compter de la notification de la suspension, et pour autant que ce délai reste dans la durée de l'accord cadre, l'exécution du présent accord cadre serait alors reprise.

Si, à l'expiration du délai de deux ans, le maître d'ouvrage n'a pas notifié son intention de reprendre l'exécution, le bon de commande se trouvera alors arrêté de plein droit.

En cas de suspension puis de reprise de l'opération, toutes sommes forfaitaires dues au titulaire de l'accord cadre faisant l'objet du présent C.C.P. seront indexées en tenant compte de toute la période de suspension selon l'index ingénierie visé ci-après.

Article III. LES INTERVENANTS DANS L'OPERATION

L'agence de coordination et le coordonnateur sont informés que d'autres contrats lient ou lieront le maître de l'ouvrage et que le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de désigner tout autre intervenant ou entrepreneur qu'il jugera utile à la bonne fin de l'opération.

Article IV. LA MISSION CONFIEE AU TITULAIRE

La mission confiée au coordonnateur par le maître d'ouvrage est :

- 1) Celle qui résulte de l'application des dispositions de la loi n° 93-1418 et des textes subséquents rappelés à l'article 1, concernant la coordination et la mission du coordonnateur de sécurité, tant pour les phases conception que réalisation,
- 2) Une mission de conseil du maître d'ouvrage ou de son représentant dans le domaine de la sécurité et de la protection de la santé pour tous les points qui sont de leur responsabilité en vertu de la loi précitée et qui ne seraient pas visés au 1°). A ce titre, le coordonnateur devra attirer son attention, en temps opportun, au besoin par écrit sur toutes ses obligations, et l'assister au cours de la conception et de la réalisation du projet, notamment pour intégrer les contraintes liées au programme et au site,
- 3) Plus généralement, une mission d'assistance au maître d'ouvrage ou à son représentant pour tout ce qui concerne l'application de la législation du travail et de la santé, qu'elle soit nationale ou locale, à l'opération. A ce titre, il assurera les relations courantes avec les administrations et les organismes chargés d'en vérifier l'application. Il veillera, par exemple, au respect de la réglementation sur le travail clandestin,
- 4) Il veillera également à la bonne application des mesures de sécurité visant la protection des malades et des exploitants.

Le contenu de la mission du coordonnateur est décrit aux articles ci-après.

25 GH93 21 TVX	Prestations Intellectuelles en Assistance à Maîtrise d'Ouvrage pour les opérations de travaux	8 / 26
	Lot C - Missions de Coordination Sécurité et Protection de la Santé (C.S.P.S.)	
CCP	Mars 2025	

Article V. CONTENU DE LA PRESTATION ET DESCRIPTION DES MISSIONS

Le coordonnateur aura autorité par délégation du signataire du présent accord cadre pour tout ce qui relève de sa mission sur tous les intervenants dans l'opération pour éviter un danger imminent et grave.

Il aura en particulier tout pouvoir pour prendre ou faire prendre en accord avec le maître d'ouvrage toute mesure d'urgence nécessaire à la sécurité ou à la protection de la santé des travailleurs.

En dehors des cas d'urgence mentionnés ci-dessus, le coordonnateur aura tout pouvoir du maître d'ouvrage pour faire appliquer les clauses prévues aux marchés relatives à la sécurité des travailleurs. A cette fin, voire en complément, il devra faire part de ses avis et observations au Maître d'ouvrage pour décider des mesures les plus pertinentes à imposer.

Si certaines mesures entraînent une conséquence financière sur les marchés déjà conclus, le coordonnateur les soumettra au préalable, au maître d'ouvrage et au maître d'œuvre, par écrit et accompagnés d'une estimation du coût prévisible.

A défaut de réponse dans un délai qui ne saurait être inférieur à huit jours et qu'il aura précisé, il sera fondé à faire engager par le maître d'œuvre les dépenses correspondantes à la charge, au moins provisoire, du maître d'ouvrage dans l'attente de la détermination des responsabilités.

Néanmoins, le coordonnateur s'attachera, en premier lieu, à prévoir en phase de conception, dans les pièces des marchés à conclure, toutes les mesures nécessaires à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs afin que le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage puissent notamment prévoir les moyens financiers nécessaires en temps opportun.

Plus généralement, le coordonnateur devra, dans l'exercice de sa mission, tenir le plus grand compte des objectifs du maître d'ouvrage : délais, qualité, coût.

Le coordonnateur devra obtenir, l'acceptation des documents ou la signature des procès-verbaux relatifs à la coordination par le maître d'ouvrage dans les 15 (quinze) jours de leur réception, sauf réserves formulées dans ce même délai par le maître d'ouvrage. Ce même délai s'appliquera après reprise des réserves pour obtenir l'aval du maître d'ouvrage.

Article VI. PRESENCE DU COORDONNATEUR

- Sur le site et/ou le chantier,
- Participation aux réunions de mise au point du projet et/ou de chantier

Le maître d'ouvrage s'engage à :

- Lui donner libre accès à toutes les réunions techniques relatives à l'opération, tant en phase conception qu'en phase réalisation,
- Prévoir dans les marchés des intervenants la communication de toutes les études et pièces nécessaires à la mission du coordonnateur.

Néanmoins, le coordonnateur devra :

- Faire part au maître d'œuvre et au maître d'ouvrage des modifications qu'il estime nécessaires d'apporter aux documents du maître d'ouvrage, dans les 15 (quinze) jours suivant leur réception,
- Vérifier la prise en compte des dispositions concernant sa mission sur les plans et pièces écrites, en phase de conception dans les 15 (quinze) jours et en phase d'exécution dans les 8 (huit) jours.

25 GH93 21 TVX	Prestations Intellectuelles en Assistance à Maîtrise d'Ouvrage pour les opérations de travaux	9 / 26
	Lot C - Missions de Coordination Sécurité et Protection de la Santé (C.S.P.S.)	
CCP	Mars 2025	

Article VII. CONTENU DE LA MISSION DU COORDONNATEUR

Section 7.01 Dispositions générales

Le coordonnateur est particulièrement chargé de coordonner et de mettre en œuvre les actions destinées à assurer le respect des règles d'Hygiène et Sécurité des conditions de travail sur les chantiers où se réalisent des ouvrages de bâtiment.

A ce titre, il prend les mesures pour éviter les risques liés à la coactivité des entreprises ainsi que la succession de leurs interventions vis-à-vis de ces règles.

L'étendue des responsabilités des différents intervenants n'est pas modifiée, par l'intervention du coordonnateur, néanmoins celui-ci contrôle que les dispositions nécessaires à l'Hygiène et à la Sécurité des conditions de travail sont prises et appliquées et, si elles ne le sont pas, les provoque par toutes actions nécessaires.

Section 7.02 Obligations générales

Le coordonnateur veille à la mise en œuvre des principes généraux de prévention définis à l'article L4121-2 :

- Eviter les risques,
- Evaluer les risques qui ne peuvent pas être évités,
- Combattre les risques à la source,
- Tenir compte de l'état d'évolution de la technique,
- Remplacer ce qui est dangereux par ce qui n'est pas dangereux ou par ce qui est moins dangereux,
- Organiser la prévention en y intégrant, dans un ensemble cohérent la technique, les conditions de travail, la coactivité, les relations sociales et l'influence des facteurs ambiants,
- Prendre des mesures de protection collective en leur donnant la priorité sur les mesures de protection individuelle.

Section 7.03 Objectifs généraux

Mettre en place et gérer des procédures facilitant la prise en compte des contraintes de sécurité, avant le début du chantier, dans la coordination des interventions sur le chantier, et pour les interventions ultérieures sur l'ouvrage. Ces obligations sont prescrites dans le programme et imposées par les textes législatifs pour ce type de chantier dans le cadre d'opérations de bâtiment et/ou de génie civil. Ces dispositions ont pour objet :

- De contribuer à la réduction du nombre et du degré de gravité des accidents du travail sur le chantier,
- D'éviter des incidents de chantiers, des retards de travaux, des arrêts de chantiers et des injonctions etc...
- De réduire le champ des possibilités de condamnations pénales, pour les dirigeants et les salariés,
- Maîtriser les risques liés à la coactivité des entreprises,
- D'assurer pour le compte du maître d'ouvrage les relations avec les organismes officiels de prévention.

25 GH93 21 TVX	Prestations Intellectuelles en Assistance à Maîtrise d'Ouvrage pour les opérations de travaux	10 / 26
	Lot C - Missions de Coordination Sécurité et Protection de la Santé (C.S.P.S.)	
CCP	Mars 2025	

Article VIII. LA MISSION EN PHASE CONCEPTION

Section 8.01 Objectifs

- Assurer la sécurité et protéger la santé de toutes les personnes qui auront à intervenir sur le chantier de bâtiment ou de génie civil et sur l'ouvrage en cours d'exploitation.
- Intégrer cette contrainte en concertation avec l'OPC dans la planification de l'exécution des différents travaux ou phases de travail qui se dérouleront simultanément ou successivement.
- Prévenir les risques résultant d'interventions simultanées ou successives d'entreprises distinctes et prévoir, lorsqu'elle s'impose, l'utilisation des moyens communs telles les infrastructures, les moyens logistiques et les protections collectives.

Section 8.02 Taches à exécuter

- Participer aux réunions de conception, d'étude et d'élaboration du projet à la demande du maître d'œuvre aux fins précisées aux articles L4531-1 et L4532-2.
- Vérifier les dispositions prévues pour exécuter les V.R.D initiaux (article R4533-1 à R4533-5),
- Elaborer le plan général de coordination (article L4532-8),
- Vérifier si l'opération doit nécessiter un "CISSCT" vis-à-vis des critères définis à l'article R4532-77. Dans l'affirmative ou si le maître d'ouvrage l'exige, élaborer le projet de son règlement et l'annexer à chaque marché passé pour l'opération (R4532-91),
- Constituer le dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage (articles L4532-16, R4532-95 & R4532-96),
- Ouvrir le registre journal de la coordination (R4532-38),
- Définir les sujétions afférentes à la mise en place et à l'utilisation des protections collectives des appareils de levage, des accès provisoires et des installations générales, notamment les installations électriques, et vérification de la prise en compte dans les pièces écrites de leur répartition entre les différents corps d'état ou de métier qui auront à intervenir sur le chantier.
- Etablir en concertation avec le maître d'œuvre le cahier des charges de désamiantage.

Article IX. MISSION AVANT DEMARRAGE DU CHANTIER

Section 9.01 Objectifs

- Examiner avec les entreprises les moyens ou dispositifs permettant de faciliter les interventions ultérieures sur l'ouvrage.
- Analyser les mesures proposées par les entreprises en matière de risques d'infections nosocomiales.
- Prévenir les risques liés à la coactivité.
- Contrôler le plan de retrait d'amiante établi par l'entreprise.

Section 9.02 Taches à exécuter

Utiliser des moyens nécessaires pour que les principes généraux de prévention définis aux articles L4531-1 et L4535-1 soient effectivement pris avant le démarrage des travaux.

- Obtenir et vérifier les PPSPS des entreprises.
- Harmoniser les PPSPS.
- Apporter ou faire apporter, en tant que de besoin, des compléments au dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage et le remettre au Maître d'ouvrage en 2 exemplaires.

25 GH93 21 TVX	Prestations Intellectuelles en Assistance à Maîtrise d'Ouvrage pour les opérations de travaux	11 / 26
	Lot C - Missions de Coordination Sécurité et Protection de la Santé (C.S.P.S.)	
CCP	Mars 2025	

- Prendre en compte des interférences avec les activités d'exploitation sur le site à l'intérieur ou à proximité duquel est implanté le chantier le cas échéant (article R4532-14) et notamment la circulation des malades, du personnel de l'établissement et des visiteurs,
- Contrôler le plan d'installation de chantier.
- Evaluer en concertation avec l'OPC, les conséquences sur l'ordonnancement des tâches des entreprises dues aux risques de coactivité, notamment dans les offices.

Article X. LA MISSION EN PHASE - REALISATION

Section 10.01 Objectifs

- Intégrer les principes généraux de prévention mentionnés à l'article L4531-1.
- Faire appliquer les consignes préconisées dans la phase avant démarrage du chantier.
- Prendre en compte, les risques résultants de l'interférence des interventions pouvant être conduites simultanément par plusieurs entreprises sur un même site.
- Impliquer chaque entreprise intervenant sur l'ouvrage à participer à la sécurité collective notamment en leur transmettant des informations et des consignes, en organisant leur information mutuelle ainsi que l'échange entre elles de consignes en matière de sécurité et de protection de la santé.
- Limiter l'accès au chantier aux seules personnes autorisées.
- Rassembler dans un dossier toutes les données de nature à faciliter la prévention des risques professionnels pour des interventions ultérieures, d'entretien ou de maintenance, voire pour d'éventuelles modifications de l'ouvrage (R4532-95, R4532-96, R4211-13 & R4213-4).
- Être amené à formuler un avis sur un ou plusieurs sous-traitants.
- Contrôler les dispositions retenues par l'entreprise pour les travaux de désamiantage.

Section 10.02 Taches à exécuter

(Relevant plus particulièrement des articles R4532-11 à R4532-16 et R4532-38 à R4532-41)

- Vérifier le respect des plans d'installation de chantier des entreprises.
- Utiliser les moyens nécessaires pour que les principes généraux de prévention définis aux articles L4531-1 et L4535-1 soient effectivement mis en œuvre.
- Organiser entre les différentes entreprises, y compris sous-traitantes, qu'elles se trouvent ou non présentes ensemble sur le chantier, la coordination de leur activités simultanées ou successives, les modalités de l'utilisation en commun des installations, matériels et circulations verticales et horizontales, leur information mutuelle notamment l'échange entre elles de consignes en matière de sécurité et de protection de la santé.
- Procéder avec chaque entreprise, y compris sous-traitante, préalablement à l'intervention de celle-ci, à une inspection commune au cours de laquelle sont en particulier précisées, en fonction des caractéristiques des travaux que cette entreprise s'apprête à exécuter, les consignes à observer ou à transmettre, les observations particulières de sécurité et de santé prises pour l'ensemble de l'opération ; cette inspection commune a lieu avant remise du plan particulier de sécurité et de protection de la santé lorsque l'entreprise est soumise à l'obligation de le rédiger.
- A la demande du maître d'ouvrage l'avis du coordonnateur peut être sollicité sur telle ou telle entreprise sous-traitante en préalable à son agrément.
- En tout état de cause, le coordonnateur sera destinataire d'une copie de tous les actes spéciaux de sous-traitance.
- Veiller à l'application correcte des mesures de coordination définies ainsi que des procédures de travail qui interfèrent.

25 GH93 21 TVX	Prestations Intellectuelles en Assistance à Maîtrise d'Ouvrage pour les opérations de travaux	12 / 26
	Lot C - Missions de Coordination Sécurité et Protection de la Santé (C.S.P.S.)	
CCP	Mars 2025	

- Mettre en œuvre et harmoniser les plans particuliers de sécurité et de protection de la santé, les moyens nécessaires afin :
 - ✓ D'une part, de se les faire remettre le cas échéant, de les viser pour approbation et diffuser,
 - ✓ D'autre part, de veiller au respect des consignes et dispositions, qui y sont arrêtées.
- Mettre à jour et adapter le plan général de coordination et organiser les moyens nécessaires à sa mise en application.
- Apporter ou faire apporter, en tant que de besoin, des compléments au dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage et le remettre au Maître d'ouvrage en 2 exemplaires.
- Prendre en compte et résoudre les interférences dues à la présence sur le même site d'un autre chantier, situé en limite du chantier objet de l'opération et notamment :
 - ✓ Les circulations et accès communs aux deux opérations,
 - ✓ Les interventions des entreprises de l'opération concernée par le présent marché, dans l'entreprise de l'autre chantier, aux fins de coordination.
- Contrôler le plan d'installation de chantier.
- Définir la liste des personnes autorisées à accéder au chantier et organiser la mise en place des dispositions nécessaires au contrôle de l'accès au chantier.
- Veiller à l'application des dispositions nécessaires pour que seules les personnes autorisées puissent accéder au chantier.
- Suivre la mise à jour des PPSPS et les harmoniser en fonction de l'avancement des travaux.
- Organiser les réunions, et présider le collège interentreprises de sécurité, de santé et des conditions de travail lorsqu'il est requis.
- Faire adopter le règlement du collège interentreprises et le transmettre à l'inspecteur du travail, au comité régional de l'OPPBT et à l'organisme de sécurité sociale compétent en matière de prévention des risques professionnels (R4532-92).
- Consigner sur le registre journal de la coordination, au fur et à mesure du déroulement de l'opération, des événements ou éléments définis à l'article R4532-38, (le registre journal sera conservé par le coordonnateur de la phase réalisation pendant une durée de 5 années à compter de la date de réception de l'ouvrage).
- Participer aux réunions de chantiers et autres sur convocation, ou selon les besoins pressentis du coordonnateur, avec ordre du jour, en tant que de besoin.
- Assurer une présence et intervenir sur le chantier aussi souvent que nécessaire et plus particulièrement dans les phases critiques, pour mener à bien la mission de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé.
- Assurer des visites du chantier à l'improviste afin de vérifier la bonne application des règles de sécurité (tant sur le chantier principal que dans les offices).
- Diffuser aux différents intervenants toutes informations et tous documents nécessaires à la bonne réalisation des objectifs de la présente mission (notamment ceux signalés aux articles R4532-58, R4532-59 & R4532-94).
- Participer aux opérations préalables à la réception des ouvrages susceptibles de nécessiter des interventions ultérieures de maintenance ou d'entretien etc.
- Se tenir informé des réserves éventuelles formulées au cours des visites de réception.
- Programmer et organiser si nécessaire, la coordination sur la sécurité des travaux, concernant les ouvrages ayant fait l'objet de réserves et liés à sa mission, pendant la période de parachèvement.
- Produire un dossier de fin de "mission en phase réalisation", complétant celui de fin de "mission avant début du chantier", et rassemblant tous les documents élaborés et mis à jour au cours des phases de coordination. Deux exemplaires seront remis au Maître d'ouvrage.

25 GH93 21 TVX CCP	Prestations Intellectuelles en Assistance à Maîtrise d'Ouvrage pour les opérations de travaux Lot C - Missions de Coordination Sécurité et Protection de la Santé (C.S.P.S.) Mars 2025	13 / 26
---------------------------	---	----------------

Article XI. LES MOYENS ALLOUES

1. Le coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé interviendra autant que de besoin, au cours des différentes réunions concernant la préparation et la réalisation du projet.
 2. A cet effet, il sera convoqué systématiquement, en mentionnant l'ordre du jour, par l'organisateur de ces réunions.
 3. Il pourra se faire communiquer tout document nécessaire au bon déroulement de sa mission par les différents intervenants concernés (entreprises, bureaux de contrôle technique maîtres d'œuvre, OPC).
 4. Il formulera ses observations et recueillera les avis et propositions des autres intervenants sur toute disposition, susceptible de modifier la conception architecturale, les techniques de construction, ou l'équilibre financier de l'opération.
 5. Il rendra compte du résultat de ses investigations au maître d'ouvrage qui les acceptera ou adoptera des mesures d'une efficacité au moins équivalente (4532-9). Le maître d'ouvrage pourrait être amené à demander au coordonnateur de proposer d'autres solutions.
 6. Il fera part aux entreprises des mesures retenues et veillera à ce que celles-ci les appliquent.
 7. En cas de difficultés dans l'application des mesures retenues, il en fera part au Maître d'ouvrage qui prendra les dispositions adéquates.
 8. Il est autorisé en vertu des articles L4131-1 et L4131-2 à prendre les dispositions d'urgence qui s'imposeront, voire à faire arrêter et évacuer le chantier si nécessaire. Toute décision d'urgence afin d'éviter un risque de danger imminent, qu'il aura été amené à prendre, fera l'objet d'un rapport justificatif circonstancié qu'il adressera au Maître d'ouvrage le jour suivant sa décision.
 9. En dehors des cas d'urgence ci-dessus, le coordonnateur aura tout pouvoir du Maître d'ouvrage pour faire appliquer les clauses prévues aux marchés, concernant le "Plan Général de Coordination" et les "Plans Particuliers de Sécurité et Santé" objets de sa mission directement ou indirectement.
 10. Il aura à sa charge les frais de fonctionnement et notamment de secrétariat nécessaires au bon accomplissement de sa mission.
 11. Le maître d'ouvrage mettra à la disposition du coordonnateur les moyens logistiques selon nécessité et importance de l'opération (téléphone, télécopie, etc...) conjointement avec les locaux de la maîtrise d'œuvre.
 12. Il aura souscrit toutes polices d'assurances nécessaires à une bonne couverture de sa mission de coordination en matière de sécurité.
 13. En cas de congés ou d'absence, il sera remplacé par un suppléant nommément désigné dans le contrat et disposant de compétences au moins équivalentes, des mêmes moyens et autorité, de la même couverture d'assurances et auquel il aura transmis un procès-verbal consignait toutes les informations et documents nécessaires à une bonne exécution de sa mission.
- Une copie de ce procès-verbal sera transmise au maître d'œuvre et au maître d'ouvrage.

Article XII. AVANCE

Le titulaire bénéficie de l'avance, sous réserve des conditions visées aux articles R2191-3 à R2191-19 du code de la commande publique. Il peut y renoncer en le mentionnant expressément sur l'acte d'engagement.

25 GH93 21 TVX	Prestations Intellectuelles en Assistance à Maîtrise d'Ouvrage pour les opérations de travaux	14 / 26
CCP	Lot C - Missions de Coordination Sécurité et Protection de la Santé (C.S.P.S.) Mars 2025	

Article XIII. PRIX DE L'ACCORD CADRE

Section 13.01 Caractéristiques des prix pratiqués

L'accord cadre est passé à prix global et forfaitaire pour chaque mission ou élément de mission défini par le bon de commande.

La rémunération du titulaire est établie pour chaque bon de commande par application du barème de rémunération figurant au cadre de prix annexé à l'acte d'engagement.

Section 13.02 Contenu du prix

Le prix comprend toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation ainsi que tous les frais afférents à la mise en œuvre de la prestation à savoir l'ensemble des moyens en personnels et en matériels adaptés en qualité et en quantité à la mission, objet du présent accord cadre, sont exclus des frais les moyens mis à la charge des autres intervenants dans l'opération, soit au titre de leur accord cadre s'il est passé, soit prévus dans les pièces des accords-cadres à passer et les frais d'assurance résultant des dispositions prévues au présent C.C.P.

Section 13.03 Modalités de variations des prix

L'accord cadre est conclu à prix ferme durant la 1ère année contractuelle et pourra faire l'objet d'une révision de prix à chaque échéance annuelle.

La révision de la rémunération fixée au bon de commande s'effectuera conformément à la réglementation en vigueur, par l'application de la formule ci-après :

$$R = R0 [0,125 + 0,875 (Im / I0)]$$

Dans laquelle :

R = fraction de la rémunération à régler

R0 = fraction correspondante de la rémunération initiale figurant à la D.P.G.F. qui suit l'émission du bon de commande

Im et I0 = index ingénierie publiés au B.O.C.C.R.F.

Le dénominateur I0 est l'index de référence ingénierie correspondant au mois « M0 » figurant à l'article 2.3 de l'acte d'engagement

Le numérateur Im est l'index du mois d'exécution de la prestation, objet du décompte.

A chaque l'acompte, l'indice des précédents acomptes devra être repris pour mise à jour. L'arrondi du coefficient devra être arrondi supérieur à 3 chiffres après la virgule.

Par exemple :

25 GH93 21 TVX	Prestations Intellectuelles en Assistance à Maîtrise d'Ouvrage pour les opérations de travaux	15 / 26
CCP	Lot C - Missions de Coordination Sécurité et Protection de la Santé (C.S.P.S.) Mars 2025	

REVISION - SITUATION .XX.										
	REVISION	FORMULE :	0,125	0,875						
	MOIS MO		INDEX	112,5	ING					
PHASE	MOIS D'EXECUTION	MONTANT HT	%	MTT HT DU FAIT GENERATEUR DE FACTURAT.	CALCUL COEFF DE REVISION			DEFINITIF= D PROVISOIRE=P	REVISIONS	FACTURATION DE RENUMERATION REVISE HT
					IN	CR	ARRONDI			
								DEFINITIF= D		
								DEFINITIF= D		
								DEFINITIF= D		
								DEFINITIF= D		
								DEFINITIF= D		
								PROVISOIRE=P		
								PROVISOIRE=P		
								PROVISOIRE=P		
								PROVISOIRE=P		
								PROVISOIRE=P		
								PROVISOIRE=P		
TOTAL		0,00		0,00					0,00	0,00
								ACPTE DÉJÀ VERSE		
								REVISION PRIX HT	-	

Le titulaire de l'accord cadre s'engage à faire parvenir à Cellule des Marchés Publics, par lettre recommandée avec accusé de réception, son nouveau tarif avec un préavis de 1 mois avant la date prévue pour l'application de la révision. Passé ce délai de forclusion, les prix resteront ceux de la période précédente. Les demandes seront à adresser à

Hôpitaux Universitaires Paris Seine Saint Denis
Cellule des Marchés Publics
125, route de Stalingrad
93009 Bobigny

En réponse la cellule des marchés adressera au titulaire de l'accord cadre une lettre d'accord ou de désaccord motivée dans un délai de 15 jours à compter de la date de réception de la demande.

En cas d'accord, la révision prendra effet à la date anniversaire de l'accord cadre.

Clause de sauvegarde

Si l'augmentation de prix résultant de la révision est supérieure à 3%, les hôpitaux HUPSSD se réservent la possibilité de résilier l'accord cadre sans que le titulaire puisse prétendre à indemnité.

Article XIV. MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES

Section 14.01 Règlement des comptes

Le règlement des sommes dues au titulaire de l'accord cadre fait l'objet d'acomptes, comme indiqué ci-après :

25 GH93 21 TVX	Prestations Intellectuelles en Assistance à Maîtrise d'Ouvrage pour les opérations de travaux	16 / 26
CCP	Lot C - Missions de Coordination Sécurité et Protection de la Santé (C.S.P.S.) Mars 2025	

(a) Phase conception :

Acompte	Echéance	Pourcentage du prix global forfaitaire de la phase conception	Pourcentage cumulé
1er	Après approbation par le maître d'ouvrage des modèles de documents présentés par le CSPS (DIUO, registre journal de coordination) et envoi de la déclaration préalable	10%	10%
2ème	Après remise du rapport du coordonnateur, sur le dossier APD	10 %	20 %
3ème	Après acceptation par le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre du Plan Général de Coordination du projet de règlement pour le CISSCT, de l'intégration des clauses et recommandations concernant la sécurité dans les C.C.A.P. et les C.C.T.P. des entrepreneurs et ouverture du registre au journal.	40 %	60 %
4ème	Après remise d'un exemplaire au maître d'ouvrage des documents réglementaires et mise à jour des contrats de travaux conformément aux dispositions arrêtées pour la sécurité, ainsi que des consignes écrites nécessaires au stade de la réalisation, après avis du coordonnateur phase réalisation.	30 %	90 %
5ème	Le solde de la phase conception après notification des marchés de travaux.	10 %	100 %

(b) Phase réalisation :

Acompte	Echéance	Pourcentage du prix global forfaitaire de la phase réalisation	Pourcentage cumulé
1er	Après harmonisation des PPSPS Après constitution du CISSCT	10 %	10 %
Acomptes mensuels	Des acomptes mensuels égaux, dont le cumul n'excédera pas 70 % du montant de la phase réalisation celui-ci étant divisé par le nombre entier le plus proche (par excès) de mois contenus dans le délai d'exécution fixé au marché des entreprises	70 %	80 %
Acompte à réception des travaux	A la signature du procès-verbal, sans réserve, de remise au maître d'ouvrage des documents réglementaires à jour, notamment : Plan Général de Coordination et Dossier d'Intervention ultérieure sur l'ouvrage, remise devant intervenir à la réception	10 %	90 %
Acompte avant solde	A l'approbation par le maître d'ouvrage des décomptes définitifs des entreprises ou à la levée des réserves si elle est postérieure.	5 %	95 %

Acompte	Echéance	Pourcentage du prix global forfaitaire de la phase réalisation	Pourcentage cumulé
Solde	Le solde des sommes dues au coordonnateur sera versé dès la délivrance du procès-verbal constatant que toutes les obligations découlant du marché de travaux ont été remplies. Ce procès-verbal ne pourra être délivré qu'après la levée de toutes les réserves mentionnées lors de la réception des travaux et après la réparation de tous les désordres signalés par le maître d'ouvrage pendant l'année de garantie de parfait achèvement. Il sera délivré au plus tôt à la fin de l'année de garantie de parfait achèvement.	5 %	100 %

Section 14.02 Présentation des demandes de paiements

La facture devra être, au format dématérialisé, sur le site <https://chorus-pro.gouv.fr>.

Numéro de Siret APHP 26750045201928 et code service en fonction des sites :

- 095 pour Avicenne,
- 032 pour Jean Verdier,
- 069 pour René Muret.

Vous pouvez transmettre vos factures électroniques sur ce portail en utilisant le mode EDI, en saisissant vos données de facturation ou encore en déposant vos fichiers pdf (signé ou non signé) cf. <http://www.economie.gouv.fr/aife/facturation-electronique>.

Les acomptes visés au présent article seront calculés à partir du forfait de rémunération figurant dans le bon de commande.

Chaque acompte ainsi que le solde feront l'objet d'une demande de paiement datée et comprendra :

Les factures doivent indiquer :

- Nom et adresse du créancier
- N° de son compte bancaire ou de son C.C.P. tel que précisé sur l'acte d'engagement
- Les numéros de SIRET ou SIREN et du registre du commerce
- Le code APE
- La désignation des prestations réalisées
- Le montant hors taxes par article et hors taxes avec remise (si remise proposée)
- Le taux et le montant des taxes
- Le montant total des prestations réalisées T.T.C.
- Les numéros des bons de commande
- Le numéro de l'accord cadre
- Les n° des bons de réception des services et leur date

Les prestations hors accord cadre devront faire l'objet d'une facturation différente.

25 GH93 21 TVX	Prestations Intellectuelles en Assistance à Maîtrise d'Ouvrage pour les opérations de travaux	18 / 26
CCP	Lot C - Missions de Coordination Sécurité et Protection de la Santé (C.S.P.S.) Mars 2025	

Pour les titulaires établis dans un autre Etat membre de la Communauté européenne, la facture est établie pour un montant hors taxe avec le numéro de TVA intra-communautaire AP-HP. Le montant de l'engagement s'entend cependant TTC. Le paiement de la TVA est effectué à l'ordre de Monsieur le Directeur spécialisé des finances de l'AP-HP (code TPGAP K 99194) selon la réglementation en vigueur sur la TVA intra-communautaire.

Section 14.03 Délai global de paiement

Le délai de paiement prévu aux articles L2232-6 à L2232-7 du code de la commande publique susvisé est celui qui s'impose à l'acheteur en application du décret n° 2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique.

Le Comptable assignataire des paiements est : Monsieur le Directeur spécialisé des finances publiques de l'Assistance Publique à Paris

Le délai maximum de paiement est de 50 jours.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire ou du sous-traitant payé directement. Le taux appliqué est celui de l'intérêt légal en vigueur à la date à laquelle les intérêts moratoires ont commencé à courir, augmenté de huit points.

Article XV. PENALITES

Le titulaire de l'accord cadre devra s'attacher à ne pas retarder de déroulement de l'opération.

A cet effet et à défaut de les obtenir spontanément, il lui appartient de mettre en demeure les intervenants de l'opération pour obtenir les renseignements qui lui sont nécessaires pour réaliser sa mission en fonction du calendrier de la conception fixé à la maîtrise d'œuvre et du calendrier de la réalisation des travaux fixé aux entreprises, calendriers qu'il est réputé connaître et avoir en temps opportun intégrés dans son organisation de travail.

Il devra respecter les délais indiqués pour les tâches répertoriées dans le tableau ci-après.

Le titulaire ne pourra en aucun cas exciper pour justifier son retard d'un défaut de données qu'il n'aurait pas demandées au maître d'ouvrage ou à intervenant dans l'opération.

En cas de retard, et faute pour le titulaire d'avoir présenté une justification recevable, une pénalité de 1/10 de la rémunération forfaitaire totale correspondant au bon de commande considéré pourra lui être appliqué par jour calendaire de retard par rapport au délai fixé par le présent cahier des charges ou le bon de commande et pour chacune des tâches de retard.

Taches repérées	Délais
Première élaboration P.G.C. avec toutes "sujétions" pour chaque corps d'état	Au plus tard 15 jours avant la publicité pour la consultation d'appel à la concurrence des entreprises

Taches repérées	Délais
Vérification des dispositions prises par la maîtrise d'œuvre pour l'exécution des VRD initiaux	Au plus tard 15 jours avant la publicité pour la consultation d'appel à la concurrence des entreprises
Ouverture du Registre Journal	Un mois après notification du marché du coordonnateur
Première constitution du Dossier d'Intervention ultérieure	Avant la fin de la phase Avant-Projet convenue avec le maître d'œuvre
Rédaction du projet de règlement pour le Collège Interentreprises de Sécurité, de Santé et des Conditions de Travail	15 jours avant le lancement de la consultation des entreprises
Constitution du CISSCT, dans les conditions de l'article 17.2 du présent C.C.T.P., si la catégorie de l'opération impose un tel collège	Au plus tard 21 jours avant le début des travaux
Consignation, sur le Registre Journal des comptes rendus des inspections communes avec chaque entreprise	Préalablement à l'intervention de chaque entreprise
Application des dispositions nécessaires pour que le chantier ne soit accessible qu'aux personnes autorisées	Avant le début des travaux
Vérification de la prise en compte des dispositions concernant sa mission sur les plans d'exécution établis par les entreprises	8 jours après leur réception
Tenue de la première réunion du CISSCT et des suivantes.	Dès que deux entreprises sont présentes effectivement sur le chantier, puis une fois au moins tous les trois mois.
Adoption du règlement du CISSCT	Dans le mois qui suit la première réunion du CISSCT
Envoi des copies des procès-verbaux des réunions du CISSCT, aux destinataires cités à l'article R4532-94	Dans le mois suivant la réunion du CISSCT
Communiquer les noms et adresses des entrepreneurs contractants, si P.G.C., à chacun des entrepreneurs appelés à intervenir (R4532-58)	Dès la notification des marchés
Leur adresser obligatoirement, les PPSS des entrepreneurs charges du gros-œuvre ou du lot principal et des travaux présentant des risques particuliers	Dès la notification des marchés ou dans les 15 jours de la réception de ces documents
Recueil et harmonisation des PPSPS	Dans les 30 jours à compter de la remise par les entreprises de l'ensemble des P.P.S.P.S. puis au fur et à mesure de leur mise à jour.
Transmissions du P.G.C. et du Dossier d'Intervention définitif au maître d'ouvrage	Au plus tard à la réception de l'ouvrage

Par ailleurs, au cas où le maître d'ouvrage serait pénalisé pour un non-respect des dispositions légales par suite d'un défaut d'exécution de la présente mission de la part du titulaire, il sera appliqué à ce dernier une pénalité égale à l'amende infligée au maître d'ouvrage sur le point défectueux sans préjudice de toute autre action ou réparation du dommage subi.

Le coordonnateur encourra une pénalité de 80 €HT pour absence à toute réunion à laquelle il doit assister : réunions de chantier, réunions diverses programmées ou pour lesquelles il a été convoqué.

En phase travaux, il doit une présence obligatoire à toutes les réunions ; la fréquence pourra être augmentée à la demande expresse du maître d'ouvrage.

En cas d'absence, le coordonnateur encourra une pénalité de 100 €HT s'il n'a pas désigné nominativement un remplaçant dans son registre journal.

Section 15.01 **Pénalité pour travail dissimulé**

Si le titulaire de l'accord cadre ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10 % du montant TTC de l'accord-cadre.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

Article XVI. RESILIATION DE L'ACCORD-CADRE

Section 16.01 **Motifs de résiliation**

Le présent accord cadre pourra être résilié par le maître d'ouvrage sans préjudice de tous les autres droits, actions et recours dont le maître de l'ouvrage pourrait disposer en vue de la réparation du préjudice qu'il pourra éventuellement avoir subi, le coordonnateur ne pouvant, pour sa part, prétendre à aucune indemnité :

- A. Au cas où le titulaire n'exécute pas ou ne respecterait pas une obligation quelconque lui incombant en vertu du présent accord cadre, ou l'un des engagements qui y sont contenus et où il ne serait pas porté remède à ce manquement dans les quinze (15) jours suivant la mise en demeure émanant du maître de l'ouvrage, par lettre recommandée avec accusé de réception, d'exécuter ladite obligation ou ledit engagement,
- B. Aux cas où, le titulaire étant une personne morale :
 - Celle-ci serait absorbée par une autre entité ou absorberait une autre entité, et où la propriété de la majorité des actions ayant droit de vote du coordonnateur viendrait à changer de mains, sous quelque forme que ce soit et pour quelque raison que ce soit,
 - Les personnes physiques désignées à l'acte d'engagement ne seraient plus salariées de cette personne morale ou ne rempliraient plus les conditions légales leur permettant de réaliser la mission, et si le remplacement de cette personne physique ne recevait l'agrément du maître d'ouvrage,
- C. Au cas où le titulaire étant une personne physique, celle-ci viendrait à décéder ou encore ne remplirait plus les conditions légales lui permettant de réaliser sa mission :

25 GH93 21 TVX	Prestations Intellectuelles en Assistance à Maîtrise d'Ouvrage pour les opérations de travaux	21 / 26
	Lot C - Missions de Coordination Sécurité et Protection de la Santé (C.S.P.S.)	
CCP	Mars 2025	

- N'a pas effectué à temps la formation spécifique qui lui est imposée,
- Lorsqu'une plainte est déposée auprès du juge des référés, par l'inspecteur du travail, faisant état d'une carence du coordonnateur, chargé de la sécurité et de la protection de la santé.

D. Au cas où l'arrêt de l'exécution des prestations interviendrait à la demande du titulaire, la résiliation ne donnera pas lieu au versement d'une indemnité.

Par dérogation à l'article 22 et conformément à l'article 36 du CCAG PI, la résiliation de l'accord cadre donne lieu au versement d'une indemnité dans les cas suivants :

- E. Au cas où le maître de l'ouvrage ne pourrait poursuivre l'opération pour tout motif technique, ou financier,
- F. En cas de sursis de statuer, de refus ou de retrait du permis de construire, de référé ou de recours gracieux, hiérarchique ou contentieux, d'ouverture d'une procédure de modification ou de révision des documents d'urbanisme devant rendre impossible l'octroi du permis de construire, de modification ou de révision ayant le même effet, de refus du maire de proposer la modification ou la révision des documents d'urbanisme lorsque celle-ci est nécessaire à l'obtention du permis de construire, de refus de modification ou de révision dans le même cas.

Ladite résiliation prendra effet à la date prévue dans la notification de résiliation envoyée par le maître d'ouvrage.

Section 16.02 Conséquence de la résiliation

Le règlement des prestations déjà exécutées se fera en appliquant l'ensemble des clauses du présent accord cadre relatif au calcul de la rémunération du titulaire.

Dans les hypothèses visées aux alinéas (a) à (d) ci-dessus, les suites onéreuses de la résiliation seraient mises à la charge du titulaire et incluses dans le décompte de solde.

Dans les hypothèses visées aux alinéas (e) et (f) ci-dessus, l'indemnité sera de 5% du montant HT du bon de commande diminué du montant HT non révisé des prestations exécutées.

Le titulaire s'engage à remettre au maître d'ouvrage tous les documents en sa possession concernant l'opération, sans attendre la liquidation des comptes entre les parties ou les paiements qui pourraient lui être dus par le maître d'ouvrage, lesquels seront subordonnés à la remise des dits documents.

Quelle que soit la cause ou la responsabilité de la résiliation, le maître d'ouvrage sera libre de faire poursuivre le présent contrat par un tiers de son choix, et d'engager des poursuites judiciaires à l'encontre du titulaire de sécurité évincé.

Section 16.03 Résiliation pour motif d'intérêt général

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra à titre aucune indemnisation.

25 GH93 21 TVX	Prestations Intellectuelles en Assistance à Maîtrise d'Ouvrage pour les opérations de travaux	22 / 26
CCP	Lot C - Missions de Coordination Sécurité et Protection de la Santé (C.S.P.S.) Mars 2025	

En complément de l'article 36 du CCAG, le pouvoir adjudicateur peut également résilier, sans indemnité, l'accord cadre pour tout motif d'intérêt général, notamment en cas d'abandon du projet lié à l'accord cadre, ainsi que pour des considérations s'attachant à l'organisation et au fonctionnement du service public hospitalier.

Section 16.04 Résiliation en cas d'inexactitude des documents et renseignements demandés

Concernant l'accord cadre, en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles aux articles R2143-3 et R2143-6 à R2143-10 du code de la commande publique ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 à 8 du Code du travail conformément à l'article R2143-8 de code de la commande publique, il sera résilié aux torts du titulaire.

Article XVII. EXECUTION DE LA PRESTATION AUX FRAIS ET RISQUE DU TITULAIRE

Section 17.01 En cas de d'inexécution d'une prestation ou de carence dans l'approvisionnement en cours d'exécution de l'accord cadre

En cas d'inexécution d'une prestation ou de carence dans l'approvisionnement en qualité ou en quantité par le titulaire dans les délais, les HUPSSD pourront en outre faire procéder par un tiers à l'exécution de ladite prestation ou s'approvisionner auprès du fournisseur de son choix aux frais et risques du titulaire conformément à l'article 27 du C.C.A.G.- P.I.

En cas de différence de prix au détriment de l'établissement, celle-ci sera imputée d'office sur le montant du plus prochain paiement effectué au profit du titulaire.

Dans ce cas, le titulaire de l'accord cadre est tenu d'informer par écrit le pouvoir adjudicateur de la date de reprise de l'exécution : à défaut, l'établissement ne pourra être tenu pour responsable d'un prolongement de l'exécution de l'accord cadre auprès d'un tiers fournisseur, et le titulaire de l'accord cadre en supportera les conséquences financières.

Section 17.02 Après résiliation prononcée aux torts du titulaire

Conformément aux articles 27 et 39 du CCAG-P.I., en cas de résiliation pour faute, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de s'approvisionner auprès d'un autre fournisseur, tout en faisant supporter l'éventuel surcoût par le titulaire défaillant.

Article XVIII. PRESTATIONS NON COMPRISES DANS L'ACCORD CADRE

Conformément à l'article R2194-2 du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur pourra en cas de prestations ne figurant pas dans cet accord cadre, mais dont l'exécution est devenue nécessaire à la suite d'une circonstance imprévue, avoir recours à une modification de l'accord cadre.

Article XIX. NANTISSEMENT

L'accord cadre peut faire l'objet d'un nantissement dans les conditions prévues aux articles R2191-46 à R2191-62 du code de la commande publique.

25 GH93 21 TVX	Prestations Intellectuelles en Assistance à Maîtrise d'Ouvrage pour les opérations de travaux	23 / 26
	Lot C - Missions de Coordination Sécurité et Protection de la Santé (C.S.P.S.)	
CCP	Mars 2025	

Article XX. ASSURANCES

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification de l'accord cadre et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier qu'il est couvert par un marché d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1382 à 1384 du Code civil.

Il devra donc fournir une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de la prestation.

À tout moment durant l'exécution de la prestation, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

Article XXI. CERTIFICATS

Le titulaire est tenu de transmettre à compter de la date d'attribution de l'accord cadre, de les actualiser tous les six mois, selon la date de validité des documents, et sans que les HUPSSD n'en fassent la demande express, les pièces prévues aux articles D8222-5 et D8222-7 du code du travail, et ce jusqu'à la fin de l'exécution de l'accord cadre. En cas de non présentation de ces documents dans les délais impartis, une mise en demeure est envoyée au titulaire. Le titulaire est tenu de présenter les documents dans un délai de 15 jours à compter de la mise en demeure.

Pour ce faire, les HUPSSD recourt à une plateforme sur laquelle les titulaires de l'accord cadre devront obligatoirement se créer un compte dès l'attribution de l'accord cadre, puis mettre en ligne et actualiser les documents demandés à la périodicité requise. Les modalités d'accès à la plateforme seront communiquées à l'attribution.

Article XXII. DROIT

Il est formellement spécifié qu'en aucun cas ou pour quelque motif que ce soit, les contestations, qui pourraient subvenir entre les HUPSSD et le titulaire de l'accord cadre, ne peuvent être invoquées par ce dernier comme cause d'arrêt ou de suspension même momentanée, des prestations à effectuer.

Les parties conviennent que le Tribunal Administratif de Paris est seul compétent en cas de litige, conformément à l'article R312-11 du Code de Justice Administrative.

Tribunal administratif de Paris 7, rue de Jouy 75181 Paris cedex 04.

Téléphone : 01 44 59 44 00, Télécopie : 01 44 59 46 46.

E-mail : greffe.ta-paris@juradm.fr

Article XXIII. DEROGATIONS AU C.C.A.G.

Les dérogations aux C.C.A.G.- P.I., explicitées dans les articles désignés ci-après du C.C.P., sont apportées aux articles suivants :

Articles du présent CCP	Articles du C.C.A.G.- F.C.S. auxquels il est dérogé	Objet
Section 2.04	Article 22 du C.C.A.G.- P.I.	Arrêt de l'exécution des prestations

25 GH93 21 TVX	Prestations Intellectuelles en Assistance à Maîtrise d'Ouvrage pour les opérations de travaux Lot C - Missions de Coordination Sécurité et Protection de la Santé (C.S.P.S.)	24 / 26
CCP	Mars 2025	

Articles du présent CCP	Articles du C.C.A.G.- F.C.S. auxquels il est dérogé	Objet
Articles XV	Article 14.1 du C.C.A.G.- P.I.	Pénalités de retard d'exécution
Section 16.03	Article 40 du C.C.A.G.- P.I.	Résiliation pour motif d'intérêt général

25 GH93 21 TVX	Prestations Intellectuelles en Assistance à Maîtrise d'Ouvrage pour les opérations de travaux	25 / 26
CCP	Lot C - Missions de Coordination Sécurité et Protection de la Santé (C.S.P.S.) Mars 2025	



AP-HP.
Hôpitaux universitaires
Paris Seine-Saint-Denis

Hôpitaux Universitaires de Paris Seine Saint Denis | Cellules des marchés publics | 125, rue de Stalingrad |
93009 Bobigny | 01.48.95.57.22 | avc-cellule.marches@aphp.fr

ACCEPTATION DU CCP

CONSULTATION : 25 GH93 21 TVX

OBJET : Prestations Intellectuelles en Assistance à Maîtrise d'Ouvrage pour les opérations de travaux

Lot C - Missions de Coordination Sécurité et Protection de la Santé (C.S.P.S.)

PROCEDURE : Accord-cadre sur appel d'offres ouvert soumis aux dispositions de l'article R 2124-1 du Code de la Commande Publique

Il suit les dispositions des articles R2162-1 à R2162-6 et R2162-13 à R2162-14 du code de la commande publique relatives aux accords-cadres à bons de commande

Je soussigné(e)¹ atteste pour le compte de la société
avoir pris connaissance et accepter les conditions des Cahier Des Clauses Administratives et techniques.

A le.....

Signature et cachet de la société

¹ Nom et qualité de la personne qui engage la société au même titre que l'acte d'engagement

25 GH93 21 TVX	Prestations Intellectuelles en Assistance à Maîtrise d'Ouvrage pour les opérations de travaux	26 / 26
CCP	Lot C - Missions de Coordination Sécurité et Protection de la Santé (C.S.P.S.) Mars 2025	